Statistique du Nouveau Monde et nouveaux terrains de la statistique

Introduction

Statistics of the New World, New Fields in the History of Statistics

Jean-Pierre Beaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/7930>

DOI : 10.4000/histoiremesure.7930

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 5-12

ISBN : 978-2-7132-2753-0

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Jean-Pierre Beaud, « Statistique du Nouveau Monde et nouveaux terrains de la statistique », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXIII-2 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/7930> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.7930>

Statistique du Nouveau Monde et nouveaux terrains de la statistique

Introduction

Mettre en parallèle, en remontant si possible loin dans le temps, la production et l'usage du chiffre dans des univers différents pour aboutir à une histoire croisée des expériences statistiques figure parmi les rêves caressés par bien des historiens de la statistique. Alain Desrosières avait rassemblé dans son bureau de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) un nombre assez impressionnant d'histoires nationales de la statistique et il a bâti son maître livre, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, publié en 1993, autour des cas français, allemand, britannique et américain. Une telle comparaison était alors possible du fait de l'existence d'études nationales érudites pour ces grands pays et non seulement, comme c'était assez souvent le cas à cette époque pour bien d'autres pays, d'histoires « maison ». Dans les trente dernières années, le projet d'une vaste comparaison internationale est devenu moins utopique. L'histoire de la statistique pratiquée dans les milieux universitaires, celle des bureaux et systèmes statistiques comme celle des pratiques et politiques statistiques ou encore celle des formalismes tirés de la mathématique et du calcul des probabilités et de leurs usages, ou même celle des échanges « statistiques » internationaux, a connu un développement significatif en Europe et en Amérique du Nord. En lien avec une transformation de la recherche et des disciplines qui voit l'histoire et les sciences humaines et sociales dialoguer et se féconder, cette histoire de la statistique s'est faite histoire sociale, sociohistoire ou sociopolitique de la statistique.

Dans le texte de nature historiographique qui ouvre ce numéro, « Socio-History of Statistics on Latin America: A review », Hernán Otero montre que, depuis la fin des années 1990, d'importants travaux de sociohistoire de la statistique ont aussi été produits en Amérique latine sur des pays comme

le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le Chili, le Pérou ou la Colombie. Pour Otero, deux événements ont favorisé l'émergence de tels travaux : la crise des paradigmes tels que le marxisme et le structuralisme et la fin des dictatures militaires. Si le premier événement, de nature théorique et méthodologique, a concerné l'ensemble ou presque de la recherche universitaire occidentale et a conduit à l'hégémonie d'un point de vue constructiviste, le deuxième, de nature politique, a particulièrement concerné l'Amérique latine. Le bilan contrasté, fait d'ombres et de lumières, que dresse l'auteur de l'important *Estadística y Nación*¹ sera d'autant plus utile que les travaux qu'il analyse sont peu connus à l'extérieur de l'aire latino-américaine. La comparaison qu'il esquisse entre les trajectoires de l'Europe et l'Amérique du Nord, d'une part, et des pays d'Amérique latine, d'autre part, quant au rôle de l'État et des associations scientifiques dans le développement de la statistique est particulièrement éclairante. En Amérique latine, la statistique « privée », à l'exception notable du Mexique et dans une moindre mesure du Brésil, a été peu pratiquée, l'État ayant, plus encore qu'en Europe, un quasi-monopole de la production statistique.

Au Mexique, cependant, comme le montre Laura Cházaro dans le deuxième article (« Médecins, statistique et recensement : les raisons d'une entente cordiale »), les médecins, soucieux d'intervenir concrètement dans le domaine de la santé publique, surtout dans la ville de Mexico, en sont venus, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à « exiger » de l'administration des données statistiques fiables et à imposer certaines façons de faire et certains découpages. L'effacement des référents directs à la race qui en a résulté a ainsi permis que s'élabore une population mexicaine « mesurable, enregistrable et contrôlable ». Leticia Mayer, de son côté, avait montré les liens entre la communauté scientifique mexicaine de la première moitié du XIX^e siècle, en particulier celle des géographes, et le développement d'un intérêt pour la statistique². Au Brésil, comme l'a montré Nelson Senra (avec la collaboration d'Alexandre Camargo) dans son « monument » pourtant axé sur l'institutionnalisation des statistiques brésiliennes, *História das estatísticas brasileiras*, les liens avec la géographie (comme en témoigne encore le nom du bureau statistique, Institut brésilien de géographie et de statistique, IBGE) et avec la communauté scientifique internationale étaient loin d'être

1. Livre dans lequel il analyse la construction statistique de la nation argentine. Hernán OTERO, *Estadística y Nación. Una historia conceptual del pensamiento censal de la Argentina moderna, 1869-1914*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2006.

2. Leticia MAYER CELIS, *Entre el infierno de una realidad y el cielo de un imaginario. Estadística y comunidad científica en el México de la primera mitad del siglo XIX*, Mexico, El Colegio de México, 1999, et *La tan buscada modernidad científica*, *Boletín del Instituto nacional de Geografía y Estadística de 1839*, Mexico, Instituto de Investigaciones en Matemáticas Aplicadas y en Sistemas, 2003.

anecdotiques³. Il se peut donc que, pour partie, le constat d'Hernán Otero soit aussi un effet de la jeunesse du champ de la sociohistoire de la statistique d'Amérique latine et que beaucoup reste encore à découvrir. Beaucoup, mais probablement rien de comparable avec ce qui a caractérisé l'Europe, comme en témoigne aussi le cas *a priori* favorable du Canada⁴. Là, dans un contexte quasi européen, les communautés scientifiques n'ont eu qu'un rôle assez marginal, au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle et jusqu'au plein développement des universités. Le statut longtemps colonial de ces pays est-il alors en cause ? Probablement, mais alors comment penser le cas, atypique sur ce plan, des États-Unis⁵ ? On le voit, bien des questions restent posées et appellent donc à un développement de la recherche selon des axes historique, comparatif et non strictement institutionnel.

Si la recherche scientifique est fonction, d'une part de l'existence de sources et, en amont, de pratiques concrètes, et d'autre part d'une force de travail (représentée par des universitaires ou des administrateurs à la Desrosières pour la France ou à la Senra pour le Brésil⁶), comment peut-elle s'articuler lorsque le discours officiel a occulté certaines de ces pratiques et que les sources sont rares ou altérées ou fortement idéologisées, comme dans le cas de l'Argentine de la fin du XIX^e siècle analysé par Christophe Giudicelli ? Les populations autochtones, refoulées au-delà du territoire utile argentin ou déplacées, marginalisées, invisibilisées, ignorées lors des recensements argentins jusqu'à tout récemment (une question sur les origines autochtones est apparue seulement en 2001), n'étaient nullement pensées comme partie intégrante du projet national argentin. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, alors que se construit « le récit historique argentin », la découverte de ruines là où résident (ou résidaient, selon le point de vue officiel) les Indiens Diaguita et Calchaquí va conduire à la structuration d'un discours national qui essaiera de faire tenir ensemble la disparition des « barbares » autochtones, le maintien de certains traits de ceux-ci au sein des populations locales et l'évocation d'une brillante civilisation antérieure aux diverses invasions de barbares puis de créoles européens. Comment inventer un passé dans le cas des sociétés qui ont brisé le lien colonial ? La question est redevenue d'actualité un peu partout dans les Amériques (du Canada à la Patagonie) dans un contexte, bien différent du celui du XIX^e siècle, de post-colonialisme. Le texte de Giudicelli, « Mesurer

3. Nelson DE CASTRO SENRA, *História das estatísticas brasileiras*, Rio de Janeiro, IBGE, 2006 (en quatre volumes), et *Uma breve história das estatísticas brasileiras (1822-2002)*, Rio de Janeiro, IBGE, 2009.

4. Bruce CURTIS, *The Politics of Population: State Formation, Statistics, and the Census of Canada, 1840-1875*, Toronto, University of Toronto Press, 2001.

5. Paul SCHOR, *Compter et classer. Histoire des recensements américains*, Paris, Éd. de l'EHESS, coll. « En temps et lieux », 2009, et Margo J. ANDERSON, *The American Census: A Social History*, New Haven, Yale University Press, 2015 [1988].

6. Nelson Senra a longtemps occupé des fonctions de premier plan au sein de l'IBGE et a joué pour le Brésil un rôle assez comparable à celui exercé par Desrosières pour la France.

la disparition », montre comment l'entreprise de construction d'une idéologie nationale argentine a mobilisé les sciences de l'époque, de la craniométrie à l'anthropologie. Les sciences sociales et humaines d'aujourd'hui, fortement marquées par un point de vue de déconstruction et, pour certains secteurs, par l'intersectionnalité, ne sont probablement pas moins dénuées d'effets politiques que celles analysées par Giudicelli.

Dans les sociétés coloniales, comme celles qu'analyse Fanny Malègue dans « l'Empire en tableaux », quatrième article du dossier, les rapports sociaux apparaissent souvent crûment à travers des exercices comme le dénombrement ou le recensement. En particulier, les divisions raciales produites par le système esclavagiste ne sont pas alors euphémisées, ou ignorées comme ce sera le cas de l'Argentine de la fin du XIX^e siècle, ou encore réinterprétées comme ce sera le cas du Mexique sensiblement à la même époque. La verticalité inévitable que produit toute nomenclature sociale (même celles d'aujourd'hui) est presque en harmonie avec la verticalité du pouvoir royal (*a contrario*, le pouvoir démocratique, qui se voit de l'ordre de l'horizontalité, a toujours eu plus de difficultés à s'accommoder d'un mode de présentation sous forme de classement). Dans les Antilles françaises après la guerre de Sept Ans et la perte de la Nouvelle-France, de nouvelles pratiques de comptage apparaissent, bien avant qu'elles soient utilisées en métropole. Même s'il est vrai qu'auparavant des recensements « modernes » avaient été réalisés dans les colonies, comme ce fut le cas pour celui mené par l'intendant Jean Talon en Nouvelle France en 1665-1666 (et dont Robert Hamilton Coats, fondateur du Bureau fédéral de la statistique, a pu dire qu'il s'agissait du premier recensement des temps modernes⁷), par leur plus grande systématité et par la présence d'instructions précises, les dénombrements et recensements des colonies antillaises innovent. Parce qu'elles servent des fins multiples, comme de fournir des bases tangibles à des conflits de propriété dans un contexte où la cartographie est déficiente, ou de faciliter l'administration de colonies fort éloignées de la métropole, ou de donner une image forte des hiérarchies au sein des sociétés coloniales ou encore d'affirmer la puissance du pouvoir royal métropolitain, ces pratiques ont, certes, suscité de la méfiance puisqu'elles engendraient délation et surveillance, mais finalement peu de résistance de la part des colons (on ne sait rien, il est vrai, des réactions des esclaves qui, de toute façon, n'avaient littéralement pas voix au chapitre). Les rapports entre recenseurs et recensés, qu'on pose aujourd'hui, dans une perspective *bottom-up*, comme nécessairement de l'ordre de l'antagonisme, peuvent donc être plus harmonieux lorsque les parties trouvent avantage à l'exercice du recensement. Les diverses controverses contemporaines concernant le

7. « It is usual to start off the history of Canadian statistics with a bang. The honour of taking the first census of modern times belongs to Canada! », Robert Hamilton COATS, « Beginnings in Canadian Statistics », *The Canadian Historical Review*, vol. XXVII, n° 2, 1946, p. 109.

recensement (comme celle de 2010 au Canada à propos de l'abolition du questionnaire long et obligatoire et son remplacement par une enquête volontaire), la longue histoire des refus de répondre (générés par la crainte que le recensement serve à des fins autres, comme la conscription, la taxation, etc.) montrent que dans un exercice où le fardeau repose sur les épaules de chaque individu alors que les avantages apparaissent au mieux de l'ordre du collectif, il faut constamment montrer que non seulement il s'agit d'un devoir citoyen mais qu'il est aussi de l'intérêt personnel de chaque individu d'y participer. Tâche lourde, s'il en est !

Les pratiques de comptage analysées par Cházaro, les discours étudiés par Giudicelli mettent en scène, outre les agents étatiques et les recensés, et contrairement aux pratiques du XVIII^e siècle que scrute Malègue, des spécialistes et des associations (médecins, géographes, anthropologues essentiellement) dont les travaux, les conseils, les injonctions vont infléchir, orienter, voire structurer les pratiques statistiques. Plus le XIX^e siècle avance, plus la statistique elle-même se constitue en spécialité, voire en discipline universitaire. Un savoir, appuyé sur la mathématique et le calcul des probabilités, se développe. Adolphe Quetelet (pour ne prendre que l'exemple le plus remarquable de savant statisticien), en Belgique mais aussi dans de nombreux pays d'Occident, propose des façons de faire dont on trouvera trace jusque dans les Amériques (c'est le cas en 1844 avec la modification du système de classement selon les âges au Bas-Canada explicitement inspiré de la Belgique et dont Rawson W. Rawson⁸ semble avoir été le commis voyageur). L'expertise circule de pays à pays, de continent à continent. Les Congrès internationaux de statistique, dont l'initiative revient à Quetelet, transportent la bonne nouvelle statistique. Ce savoir est souvent réinterprété en fonction des particularités nationales, mais aussi des objectifs poursuivis par les différents acteurs. Ainsi, dans la Hongrie du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, un objet dont la mesure, au travers des taux et des tables, apparaît simple, la mortalité, et qui depuis longtemps a fait l'objet d'études (comme chez John Graunt dans ses *Natural and Political Observations* de 1662) et d'investissements intellectuels, a été appréhendé différemment selon les lieux où exercent ces spécialistes. Comme le montre Mátyás Erdélyi dans «Quantifying Mortality in Hungary», les statisticiens des agences gouvernementales ont plutôt privilégié les taux de mortalité, guidés qu'ils étaient par le projet de réformes sociales et donc de comparaisons (à l'intérieur de la Hongrie, entre les différentes parties de l'Empire des Habsbourg, et avec d'autres pays) : le retard de la Hongrie apparaissait ainsi clairement. Pour les actuelles des compagnies d'assurance, les tables de mortalité offraient un outil évidemment bien plus utile. Mais au-delà de ces différences presque triviales

8. Rawson W. Rawson a été membre dès 1835 de la *Statistical Society* à Londres dont Adolphe Quetelet fut un des fondateurs l'année précédente. En 1842, Rawson W. Rawson fut nommé *civil secretary* auprès du gouverneur général du Canada.

(les compagnies sont là pour faire des profits, non des réformes ; les agences sont dans une situation inverse), apparaissent des distinctions plus subtiles qu'Erdélyi dégage : par exemple, statisticiens et actuaires ne conçoivent pas la loi des grands nombres de la même façon ; ils n'ont pas non plus la même vision de la normalité ou du pathologique, qui, de fait, n'intéressent guère les actuaires. Mais ces experts partagent malgré tout sensiblement le même bagage scientifique et ils sont aussi des acteurs de la société hongroise. Il n'est donc pas étonnant que les divisions de celles-ci transparaissent dans leurs activités, dans le type de formation qu'ils reçoivent, dans les conflits qui les opposent, au-delà même des distinctions professionnelles. La place des Juifs dans la Hongrie de la fin du XIX^e siècle ou les différences d'extraction (bourgeoise ou aristocratique) sont, par exemple, deux éléments à prendre en considération pour rendre compte des divergences entre actuaires et statisticiens et à l'intérieur même de ces groupes.

Si, dans le cas du système assurantiel privé, les facteurs à prendre en compte (caractéristiques et nombre des assurés, volume des primes, etc.) dans l'optique de l'équilibre actuariel sont affectés par l'impératif de rentabilité d'une compagnie (comme le montre Erdélyi à propos de la Hongrie au tournant du XX^e siècle⁹), dans le cas d'un système assurantiel public, ces facteurs sont plutôt teintés d'une dimension politique, et de façon encore plus nette au moment de la confection et de la mise en œuvre d'un tel système. Comme le montre Fabrice Cahen dans son texte « La raison statistique au service des travailleurs », l'édification du système d'assurances sociales en France dans l'entre-deux-guerres a mobilisé à la fois des hauts fonctionnaires, comme Jacques Ferdinand-Dreyfus, actuaire au ministère du Travail et à ce titre expert sur la question, des argumentaires, des appuis politiques et syndicaux, et un arsenal technico-scientifique. Cet arsenal est pour partie repris de l'actuariat privé mais il s'en distingue également : ainsi, alors que les actuaires privés utilisent massivement les tables de mortalité, les actuaires publics ou sociaux sont aussi particulièrement demandeurs de tables de morbidité. Surtout, pour une question qui oppose alors médecins libéraux, mutualistes, politiciens, syndicats, partis politiques, mais aussi toute la famille socialiste, à laquelle appartient Ferdinand-Dreyfus, la frontière entre ce qui est souhaitable et ce qui est réalisable est particulièrement difficile à négocier. Presque inévitablement alors, les arguments d'ordre technique ou scientifique prennent un sens politique et les arguments politiques se donnent des justifications techniques ou scientifiques. Les outils que mobilisent les experts sont ainsi fonction, certes, de leur formation et de leur discipline d'origine, les actuaires privilégiant les tables et les statisticiens les taux ; mais ils sont aussi fonction de leur secteur d'activité, les actuaires du privé s'attachant aux tables de mortalité et ceux du public, quand ils travaillent sur

9. On ne s'étonnera pas, par exemple, de l'utilisation pendant une longue période de vieilles tables de mortalité qui dégagent presque automatiquement des marges de profit.

une protection sociale large, aux tables de morbidité ; ils sont aussi fonction, comme le montre Cahen, des enjeux, une réforme vaste comme la création d'un système d'assurance sociale les conduisant à mélanger arguments politiques, philosophiques et scientifiques.

Cette intrication entre le politique et le scientifique (dans le cas présent, le statistique) est patente dans le cas retenu par Jean-Guy Prévost. La Mission alliée de 1946 chargée d'observer les élections grecques (AMFOGE) devait, dans un contexte politique particulièrement troublé, permettre l'organisation d'élections un tant soit peu apaisées. Si la plupart des membres de la mission furent des observateurs, d'autres jouèrent un rôle beaucoup plus actif comme les experts Jerzy Neyman (qui quittera rapidement la mission), W. Edwards Deming et Raymond J. Jessen. L'utilisation des techniques d'échantillonnage les plus récentes par ces derniers dans le cadre de l'AMFOGE est en soi fascinante, mais le contexte dans lequel l'expérience est tentée et plus généralement l'observation d'un processus par des militaires en uniforme conduisent à poser la question, classique en sciences sociales, de savoir si l'observation n'implique pas aussi l'intervention. Le débat a pris, dans le cas de l'AMFOGE, un tour particulièrement critique : même si la Mission a conclu à un processus « *free and fair* », certains des acteurs et la plupart des historiens ont généralement été assez sceptiques. On retrouve ici une des grandes questions que pose la statistique : l'enquêté, lors d'un recensement, répond-il dans un climat propice à la sincérité et à l'objectivité ? Faire de l'observation en uniforme, comme dans la Grèce en quasi-guerre civile, n'est-il pas de nature à compromettre la libre expression des opinions ? Tout cela rappelle les grandes craintes que les recensés ont depuis toujours : qu'on les taxe, qu'on les enrôle, qu'on les surveille, voire qu'on les emprisonne s'ils ne répondent pas (au Canada, l'emprisonnement n'a disparu de la loi sur la statistique qu'en 1971). Il n'y a pas si longtemps, les recensements dans bien des pays étaient réalisés par les agents des impôts, les responsables des lois sur les indigents, voire les agents de police. La science peut-elle s'accommoder de telles procédures ?

Les textes rassemblés ici, hormis celui de Fabrice Cahen, ont été présentés lors de la conférence de Montréal de septembre 2017, « Le chiffre et la carte ». Organisée par la revue *Histoire & Mesure* (Claudia Damasceno et Jean-Pierre Beaud en avaient été les responsables), elle a reçu le soutien de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), du Centre d'études nord-américaines (CENA), du Centre de recherches historiques (CRH, EHESS-CNRS), du Centre de recherches sur le Brésil colonial et contemporain (CRBC), de Mondes américains, du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), de plusieurs unités académiques et services de l'Université du Québec à Montréal et du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Certains des textes présentés à Montréal ont déjà été publiés dans le numéro 1

de 2017 de la revue (lancé au moment même du colloque), *Le chiffre et la carte. Pratiques statistiques et cartographiques en Amérique latine (xviii^e-xx^e siècles)*. Espérons que tous ces textes portant sur des pays, des époques, des enjeux différents inciteront les chercheurs à se pencher à nouveau sur cet aspect de l'histoire de la mesure qu'est l'histoire sociale de la statistique et que d'autres nouveaux terrains – pensons aux pays d'Asie ou d'Afrique – seront explorés et présentés au public francophone.

Qu'on me permette, en terminant, de saluer la mémoire du grand historien de l'économie de l'Argentine, Jorge Gelman, qui, lors du colloque de Montréal, avait présenté une communication sur « Les problèmes de la construction des statistiques dans l'Argentine postcoloniale » et qui est décédé peu de temps après son retour en Argentine.

Jean-Pierre BEAUD

Département de science politique et
Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)
Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
E-mail : beaud.jean-pierre@uqam.ca